

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

AO2

Georges BIDAULT

(1899-1983)

Ministre des Affaires étrangères

Entretien n° 2 du 8 mars 1982

Par

**Maurice Vaïsse et Cécile Pozzo Di Borgo
en présence de Mme Suzanne Bidault**

Durée : 1h59

M. Vaïsse : Si vous le voulez, nous pourrions essayer de poser des questions sur la période allant du début de l'année 1946 jusqu'au milieu de l'année 1950. D'abord, c'est une période pendant laquelle vous avez été Ministre des Affaires étrangères pendant assez longtemps puis Président du Conseil et, à ce titre, à plusieurs reprises, chargé non seulement d'administrer mais de diriger et de faire la politique extérieure de la France.

S. Bidault : Il était même chef de l'État !

M. Vaïsse : Oui, pendant une partie de l'année de 1946.

M. Vaïsse : La première question que je voudrais vous poser concerne la liquidation 46, après le départ du général de Gaulle du Pouvoir, une question qui se pose à ceux qui regardent d'une façon un peu lointaine et froide la question qui est celle-ci. Pourquoi n'avoir pas infléchi la politique étrangère de la France, du gouvernement français, des gouvernements français et n'avoir pas modifié en quelque sorte la politique étrangère qui était celle du général de Gaulle, c'est-à-dire une politique essentiellement fondée sur la grandeur et le prestige de la France, une politique allemande extrêmement ferme et qui nous mettait dans une situation délicate vis-à-vis de nos Alliés ?

G. Bidault : C'était plus facile à dire qu'à faire ! En réalité, c'est toujours le jeu qu'a joué de Gaulle : « Je m'en vais et vous serez bien attrapé. Une fois que je suis parti, il n'y a plus rien ». Que ce soit vrai ou non, il est facile de comprendre que ce n'est pas vrai mais à peu près tout le monde y croyait. Son départ, tous ses départs qu'il ne désirait pas et qu'à l'époque personne ne désirait. Assez vite, on s'est rendu compte qu'après tout, peut-être qu'on avait tort de ne pas le désirer mais cela ne se fait pas en un tour de main. Alors les gens du gouvernement passaient leur temps à dire qu'ils faisaient la politique de de Gaulle. Ils ne pouvaient donc pas dire le contraire le lendemain. Pendant la guerre, ceux qui avaient crié "Vive Pétain", disaient "Vive de Gaulle" mais c'est une autre catégorie de gens. Ceux qui étaient opportunistes tout simplement parce qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement que la politique de Gaulle. On ne pouvait donc pas décrocher vite et subitement, les gens ne l'auraient pas compris et ceux qui étaient au Gouvernement ne l'ont pas inventé ou ils ne l'ont pas osé mais pour dire la vérité, je dis dans l'immédiat et ils ont été surpris et ils n'y ont pas pensé.

M. Vaïsse : C'est une pression donc de l'opinion publique ?

G. Bidault : L'opinion publique était encore relativement malléable mais malgré tout, la résistance, les dangers, tout cela avait créé une image de de Gaulle qui survivait à la présence de celui qui avait été l'objet de culte. Il a donc fallu trouver un moyen d'infléchir (la politique) avec une certaine précaution de manière à ne pas se contredire et ni se faire critiquer. Il ne fallait pas se contredire et il fallait retenir ce qu'il y avait de bien et écarter ce qui n'était pas sérieux. Ce fut d'abord un choix à faire qui était improvisé à ce moment-là. Je n'y ai pas longuement réfléchi : " Que devrait-on faire si de Gaulle n'était plus là ? ⁽¹⁾. « Ne pensons pas que de Gaulle puisse

1 - Mot inaudible.

partir. » Imaginez Maurice Schuman se trouvant ainsi subitement orphelin et d'une manière générale l'ensemble de l'opinion publique, on n'était pas au courant et on n'y voyait peu clair. Ce que de Gaulle avait fait et dont il s'était servi, c'était de l'Allemagne parce qu'au fond, c'était toujours la même histoire. Il avait anémié l'Allemagne (2) et en conséquence des gens comme (3), qui avaient des velléités se trouvaient ainsi écartés de l'actualité. On s'est trouvé à improviser une politique qui aurait dû être en effet considérablement différente mais c'était en réalité improvisé vis-à-vis des alliés, et des Français.

M. Vaïsse : Entre les membres du tripartisme au cours de l'année 1946, est-ce que (interrompu).

G. Bidault : Ne m'obligez pas à vous dire que naturellement je ne suis pas grand amateur de chronologie sans documents ni papiers.

M. Vaïsse : Bien entendu, mais je fais allusion à des points précis, ce que je souhaitais savoir si en matière de politique étrangère, la confiance entre les membres du tripartisme était totale, entière et qu'il n'y avait pas d'accrocs. Je pense en particulier à la mission de Léon Blum aux États-Unis et des accords Blum-Burns en avril 1946, qu'est-ce qu'il en est exactement ?

G. Bidault : A cette époque, les socialistes avaient une recette, un remède miracle, lorsque quelque chose ne marchait pas, on envoyait Blum. D'abord ce qu'il dirait influencerait sur des militants, sur le Congrès du parti et la Commission exécutive, et ensuite parce qu'il devait avoir des idées. C'était le seul homme qui était un peu connu ou très connu. Qui envoyer d'autre ou un qui aurait fait la même chose ? Il aurait eu moins d'autorité, moins de prestige. On a donc envoyé Blum et c'était la formule miracle.

S. Bidault : Mais au fond qu'est-ce qu'il a fait, Blum ? Elle rimait à quoi cette mission ?

G. Bidault : Ne me faites pas entrer dans des détails qui fuient ma mémoire. Il y avait le problème des États-Unis, de l'aide des appelés américains, du prestige des États-Unis. Roosevelt (4).

M. Vaïsse : La question que je me posais, c'était de savoir si, vous en tant que Ministre des Affaires étrangères, vous aviez été consulté sur la mission aux États-Unis de Léon Blum et si vous étiez d'accord avec cette façon dont cela s'est passé. En effet, comme vous venez de le dire, il y a eu une aide des États-Unis à la France concrétisée par les accords entre Léon Blum et Burns mais vous en tant que Ministre des Affaires étrangères, est-ce que vous étiez d'une part au courant et étiez-vous d'accord ?

G. Bidault : C'est vrai, j'étais d'accord qu'il y avait quelque chose à faire avec les États-Unis, que la situation dans laquelle était la France au lendemain de l'occupation avec cette longue présence de l'ennemi, de cette longue présence de la collaboration qui avait grand besoin de se ressaisir

2 - Mot inaudible.

3 - Nom propre inaudible, peut-être « nous ».

4 - Silence, phrase inachevée.

sérieusement. De Gaulle, lui, s'occupait des Alliés dans la mesure où ceux-ci pouvaient nous jouer des tours ou nous rendre des services mais cela n'allait pas tellement plus loin. L'idée qu'on pouvait avoir besoin de l'appui américain ou anglo-saxon pour mettre debout et au point la politique française, c'est une idée qui ne lui venait pas à l'esprit. « Nous n'avons pas besoin des étrangers », il avait trouvé cela assez vite, avec ce mot unique pour désigner l'allié et l'ennemi : c'était l'étranger. Au fond, il n'y a pas tellement de différence entre les deux catégories.

S. Bidault : Mais cela c'était (le point de vue) de Gaulle mais nous ne parlons plus de de Gaulle, nous parlons de nous ici, de notre point de vue.

G. Bidault : Oui. Nous...

S. Bidault : Il est allé faire une mission brève, est-ce qu'il y a eu des résultats positifs ?

G. Bidault : Un certain nombre de résultats, j'avoue que je serais parfaitement incapable ici d'en dresser le catalogue. Il n'y a pas de doute que les socialistes ont été portés à taper sur la grosse caisse à propos de ce que Blum avait réussi à faire avec les États-Unis, ce qui en réalité, était évidemment à l'époque infiniment moins que ce que par la suite nous avons tous seuls réussi à obtenir de Marshall. Mais il n'y a pas lieu de nier que Blum avait obtenu certains résultats et qu'il n'avait pas la grande stature de Marshall, une vue générale de la politique du monde et du rôle que joueraient les États-Unis et de l'appoint que pouvait apporter la France.

M. Vaïsse : Justement, continuons à parler de Blum et dans une autre perspective, celle des relations franco-britanniques, au cours de l'année 1946. Il y a ce fameux traité franco-britannique qui n'a pas pu être inclus du temps où le Général de Gaulle était aux affaires mais pas encore conclu au cours de 1946. On a l'impression que lorsque Léon Blum arrive comme chef de Gouvernement à la fin de l'année 1946, en décembre 1946 et au début de 1947, il se décide à aller à Londres et que sort du communiqué des entretiens l'idée d'un traité d'alliance franco-britannique. Alors, la question que je voulais vous poser c'était, au fond, est-ce qu'il était difficile en 1946 de faire un traité franco-britannique et est-ce qu'il fallait que ce soit un homme comme Léon Blum, avec tout le prestige qu'il avait, qui le fasse passer soit auprès des membres du Tripartisme, soit auprès de l'opinion publique ?

G. Bidault : Pour dire la vérité, non. Il y avait un obstacle qui était de Gaulle, il y avait, comment dirais-je, un homme pour l'Angleterre (5). Le socialisme d'avant 1914 était à base allemande. Comme vous savez, on parlait d'Einstein, de Bebel (6) et par la suite, après la victoire de 1918, le socialisme est très rapidement devenu à base anglaise. Il fallait un guide, un aîné, un frère. Après les Allemands, on a pris les Anglais, parce qu'à ce moment-là les Anglais étaient disponibles et bien disposés, et il n'y a pas eu lieu d'attendre. En réalité Blum avait naturellement une certaine tendance à tirer sur la ficelle pour les affaires auxquelles il avait été mêlé. Ce n'est pas lui qui a tout fait. Il y avait une sorte de consensus, les Français avaient un certain complexe de

5 - Mot inaudible.

6 - Orthographe phonétique, à vérifier.

l'isolement, il s'agissait de parler ⁽⁷⁾. L'Amérique était loin mais l'Angleterre c'était une vieille habitude alors ⁽⁸⁾. Mais il y avait une certaine timidité en général. J'ai observé à ce moment-là que les gens n'osaient pas faire ce que de Gaulle n'avait pas voulu faire. Je ne crois pas avoir pêché par ce défaut. Léon Blum n'a pas fait de miracles mais il est vrai qu'il a contribué à l'impulsion, parce que dans une certaine mesure elle était conforme à sa manie.

M. Vaïsse : Il n'empêche que la négociation du traité de Dunkerque part de ce séjour de Léon Blum à Londres en janvier 1947, que le traité vous allez le signer le 4 mars 1947 dans une circonstance que plusieurs témoins ont décrite dans une ville en ruine.

S. Bidault : Oui. Et un temps de cochon.

M. Vaïsse : Une chose qui n'a pas une très grande importance historique mais simplement pour satisfaire une curiosité, dans votre livre de souvenirs vous dites que le choix de la ville vous revient, Dunkerque. Dans le livre de René Massigli comme dans le livre de Jean Chauvel, il est question d'une suggestion, au contraire, de ⁽⁹⁾ des Anglais en général. Qu'est-ce qu'il en est exactement ?

G. Bidault : Ce que j'ai dit naturellement.

S. Bidault : En réalité, c'est un caractère de symbole.

G. Bidault : Oui, les Anglais n'avaient aucune hostilité.

S. Bidault : Il fallait réhabiliter Dunkerque.

G. Bidault : La ville était rasée et les Français avaient le souvenir qu'ils avaient été laissés sur la plage par les bateaux anglais. Ce qui n'était pas entièrement exact.

S. Bidault : Il y a tout de même cent mille Français qui ont été emmenés par les Anglais.

G. Bidault : Pendant toute l'occupation c'est ce qu'on a dit : "Dunkerque est un des lieux où l'Angleterre met la France à l'épreuve". Alors, prenons cet endroit-là.

M. Vaïsse : Juste pour faire une transition par rapport à l'autre thème auquel je voulais en venir : les relations franco-soviétiques. On lit, d'après les ouvrages qui ont été consacrés à cette période, ou les mémoires, qu'il y avait une espèce d'hésitation de la politique extérieure française au cours de l'année 1946 entre des relations privilégiées franco-britanniques et des relations privilégiées franco-soviétiques. Est-ce que le choix s'est posé de cette façon-là ou est-ce que c'est une reconstruction de l'esprit ?

7 - Phrase inachevée, silence.

8 - Phrase inachevée, silence

9 - Mot inaudible.

G. Bidault : À mon avis, c'est une reconstruction de l'esprit. En fait, je ne pense pas qu'il y ait eu un choix délibéré, sérieux et médité de l'alliance soviétique par préférence à l'alliance britannique. Mais de Gaulle, dès décembre 1944, était allé en Russie en m'y entraînant et pour aller chercher une alliance.

S. Bidault : Une alliance de guerre.

G. Bidault : Une alliance de guerre bien sûr mais en fait c'était une alliance qui avait pour principal but d'embêter les Alliés. Alors on y est allé, on l'a obtenue, cela se voyait comme le nez au milieu du visage que de Gaulle venait chercher là la contrepartie à l'Amérique et à l'Angleterre.

S. Bidault : Mais vous parlez de 1944 ?

G. Bidault : Oui.

S. Bidault : C'est tout juste après Dunkerque qu'on est retourné à Moscou.

M. Vaïsse : Voilà, c'est à cette conférence que je voulais en venir, à la conférence qui dure du 10 mars au 24 avril à Moscou.

S. Bidault : Elle a duré environ deux mois.

M. Vaïsse : La première question est d'abord comment était composée la délégation française ? Vous y êtes allée aussi Madame ?

S. Bidault : J'y suis allée mais je ne faisais pas partie de la délégation. Encore que M. (Viatcheslav) Molotov m'ait fait l'honneur de me donner une carte de membre de la délégation. Je n'en faisais pas partie, je n'étais même plus aux Affaires étrangères à ce moment-là, j'étais en congés. Enfin, j'y suis allée.

M. Vaïsse : Qui faisait partie de la délégation française et comment s'est passée cette Conférence de Moscou ?

G. Bidault : Je vais vous répondre. Dans la délégation française, il y avait moi, il y avait ma femme... ⁽¹⁰⁾

S. Bidault : Et un certain nombre de fonctionnaires. Comme ⁽¹¹⁾ Alphand, il y avait des questions économiques à régler aussi. Mais ce n'était pas comme à San Francisco où vous aviez emmené des ministres avec vous. Vous n'avez pas emmené de ministres à Moscou.

G. Bidault : Peut-être à une conférence des ministres des Affaires étrangères, des deux ministres principalement.

10 - Phrase interrompue.

11 - Premier nom propre inaudible.

S. Bidault : Parmi les ministres, il y avait tout de même les Anglais.

M. Vaïsse : Dans le livre de Georges Altschuler, je ne sais pas ce que vous en pensez ?

G. Bidault : Pas grand bien !

M. Vaïsse : Il est question de Jean Morin qui vous accompagnait. Alors j'ai regardé, grâce à Cécile Pozzo Di Borgo, dans l'Annuaire diplomatique, je ne l'ai pas trouvé ?

S. Bidault : Il n'y est pas, ce n'est pas un diplomate, il appartenait à la carrière préfectorale mais il était au Cabinet de Georges, comme c'est souvent le cas, on prend des gens ailleurs que dans la maison. Donc c'est à titre de membre du Cabinet qu'il avait été emmené.

G. Bidault : Oui, c'était un homme intelligent et à l'époque d'un dévouement à toute épreuve, cela l'a amené à être l'agent d'exécution de de Gaulle pour l'exercice.

M. Vaïsse : c'est celui qui est devenu... (12)

S. Bidault : Il est devenu entretemps préfet d'Angers.

G. Bidault : C'est le même, mais Oui. !

S. Bidault : C'est un homme jeune. Enfin à Moscou, c'était un homme jeune.

M. Vaïsse : Un des thèmes essentiels de la Conférence de Moscou, c'est le problème allemand. Si je comprends bien, la France arrive avec une demande pressante qui est le rattachement économique de la Sarre à la France. Vous espérez avoir l'accord de Moscou, l'accord de Staline et de Molotov pour ce rattachement de la Sarre à la France ?

G. Bidault : Il y avait l'accord des deux Anglo-Saxons. Par conséquent il ne restait que la Russie qui faisait frein et qui continua.

M. Vaïsse : Ce fameux refus de Molotov au moment de la Conférence, à votre avis, à quoi est-il dû ? Quelles étaient les raisons des Soviétiques ?

G. Bidault : Les raisons étaient que les Soviétiques n'ont pas pour habitude de faire des cadeaux. Si on leur avait offert quelque chose d'intéressant pour leur compte, peut-être qu'ils auraient donné une monnaie d'échange qui aurait été la Sarre. Mais comme je n'avais rien à leur offrir, rien qui ne soit dans nos moyens, ni la Mongolie extérieure, ni toutes ces choses-là, qui ne dépendaient pas de la décision de l'action de la France. Par conséquent, nous ne pouvions rien donner.

12 - Phrase interrompue.

S. Bidault : Il y avait une politique de refus de leur part en première attitude. Le « niet » chez Molotov était renouvelé constamment.

M. Vaïsse : Oui. Mais jusqu'à ce moment-là, est-ce qu'il n'y avait pas une idée qui se faisait jour, qu'il y a eu une espèce de compensation, de contrebalancement franco-soviétique au poids anglo-américain ?

S. Bidault : C'était l'idée, sûrement, vous ne trouvez pas Georges ?

G. Bidault : Leur idée ?

S. Bidault : Non, l'idée d'aller à Moscou après avoir été en Angleterre, c'était de contrebalancer justement les... (*Interruption*)

G. Bidault : Non, il s'agissait de voir ce qu'ils avaient exactement dans le crâne et, si possible, d'y trouver des merveilles. En bref, il n'y avait rien que le « niet » sempiternel et que l'égoïsme sacré dont ils ne se sont jamais départis.

M. Vaïsse : Je m'excuse d'insister un peu et le caractère très personnel de la question mais est-ce que vous aviez, avant d'aller à Moscou, encore un effort de mémoire, est-ce que vous aviez le sentiment que les Russes vous soutiendraient ?

G. Bidault : Oh ça non ! Je n'avais ni le sentiment qu'ils me soutiendraient, ni le désir d'en faire un axe, un des axes.

M. Vaïsse : Si j'insiste sur ce point, c'est que dans différents ouvrages il est clairement indiqué que le refus de Molotov qui a lieu le 10 avril 1947, constitue un tournant pour votre propre politique. C'est-à-dire que jusqu'à ce moment-là, vous auriez été partisan d'un axe franco-soviétique, anéantissement de la puissance allemande, puis à partir de ce moment-là, vous êtes convaincu qu'il n'y a plus rien à faire avec les Soviétiques, que les Soviétiques vous ont refusé ce à quoi vous vous attendiez, et qu'à partir de ce moment-là votre politique sera orientée tout à fait différemment. Alors est-ce que ce tournant de Moscou correspond à une réalité ou est-ce que cela ne s'est pas passé ainsi ?

G. Bidault : Non, cela correspond à un tournant que des Français bienveillants m'ont prêté. « Bidault n'ayant pas réussi à se rallier les Soviets, on rendra la pareille ». Auparavant, ils étaient convaincus que nous étions pris de cours pour quelque chose d'important que nous étions des partisans zélés de l'alliance soviétique, qu'il y avait là une possibilité de rechange et ainsi de suite. Blum s'est même plaint une fois qu'un jour j'ai dit à un journaliste, je ne sais plus lequel ma fois, que nous étions d'accord pour décider de l'aide des États-Unis et que s'ils ne veulent pas nous la donner, on ira la chercher ailleurs. Blum a poussé des cris épouvantables en disant : " Voilà comment on simplifie ma mission : en essayant de faire chanter les Américains ". En réalité ce n'était rien d'autre qu'une boutade, cela veut dire que nous n'avons pas de politique déterminée en

ce qui concerne les États-Unis, en ce sens que nous allons nous entendre avec eux. Si cela ne va pas on essaiera de s'arranger autrement. Je crois que c'est une banalité et rien d'autre. Quant à l'idée que j'étais résolu à m'entendre avec les Russes, c'était aussi un élément de politique intérieure.

M. Vaïsse : C'est-à-dire ? Pouvez-vous préciser ?

G. Bidault : Mais naturellement, ces gens qui ont pris les voies de droite, les catholiques et ainsi de suite, pourquoi est-ce qu'on ne pourrait pas leur dire : « Mais vous êtes des agents des Soviétiques », pourquoi ne pas leur reprocher d'axer leur politique ailleurs qu'à l'occident ? En réalité, cela tient essentiellement à ceci : il n'y a pas eu de tournant. Je n'ai jamais eu aucune surprise de ce qui s'est passé dans cette conférence de Moscou. Naturellement je n'ai pas souhaité une mésentente, ni être surpris puisqu'il n'y a rien à leur retirer.

S. Bidault : Le vrai tournant, c'est au moment du Plan Marshall.

M. Vaïsse : Ce que vous disiez à propos de la politique intérieure me fait rappeler une notation rapide que j'ai trouvée dans le journal de Jacques Dumaine où il s'est étonné un soir où vous étiez au Quai d'Orsay en train de guider Maurice Thorez dans certains salons et, en particulier, pour lui montrer ce que j'ignorais qui existait à ce moment-là, la baignoire de Goering.

S. Bidault : C'est évidemment un monument !

M. Vaïsse : Ce n'est pas sur ce thème anecdotique, encore qu'il soit très intéressant, que je voulais vous interroger mais le fait pour fondre l'alliance de politique intérieure avec le parti communiste d'une part, est-ce que ça n'avait pas une référence à une alliance de politique extérieure avec les Soviétiques ?

G. Bidault : Le métier de Thorez avait de l'intérêt pour le groupe communiste au Parlement français mais il n'en avait absolument aucun pour le Soviet Suprême, ni pour le Comité Suprême en Russie. Les Russes se moquaient complètement de la situation. Que les communistes étaient pour eux un élément avec lesquels ils pouvaient manœuvrer le gouvernement français, c'est une chose mais se figurer que de notre côté que nous ferions des politesses aux Russes en faisant des politesses à Thorez, non. Il est vrai que Thorez est un homme assez acceptable. Thorez n'avait pas que des défauts, il n'était pas que déserteur, il n'était pas que chef du parti communiste.

S. Bidault : Il était intelligent.

G. Bidault : Il était intelligent et relativement bon garçon. Tenez, je n'ai pas dû vous raconter ça. Un jour, durant un débat budgétaire ou autre, les socialistes, je ne donne pas de noms, étaient insupportables en posant des questions, en compliquant les choses, en faisant traîner en longueur des débats qui auraient dû être plus faciles. Enfin ce n'étaient pas des alliés commodes. Avec Thorez, quand il avait dit Oui, c'était Oui. Il fallait faire attention, il ne fallait pas compter sur lui avec excès mais comme tempérament, ce n'était pas un esprit retord. Il était assis à côté de moi au

banc du gouvernement et on assistait à ces chipotages entre socialistes, MRP (Mouvement Républicain Populaire), communistes et autres... Thorez voyant qu'ils nous ennuyaient, au bout d'un moment, il m'a dit ceci en parlant des socialistes : « Alors, on se les partage ? » Je vous l'ai dit cela ?

S. Bidault : Il a dû vous la raconter ?

M. Vaïsse : Non, pas du tout !

S. Bidault : Je trouve que c'est un très bon mot !

G. Bidault : « Alors, on se les partage ? ». C'est un très bon mot, ne le répétez pas trop parce que c'est un mot inconnu.

C. Pozzo di Borgo : Effectivement !

M. Vaïsse : Il y a aussi le mot d'un diplomate américain ou d'un ministre américain, je crois, je ne sais plus où j'ai vu ça, qui se penchant vers son voisin français dit à propos de Thorez : « Comment un homme en si bonne santé peut-il être communiste ? »

S. Bidault : Il n'était d'ailleurs pas en si bonne santé. Il en avait l'air, il était plutôt robuste, rose et rouge mais c'était un homme que je trouvais sympathique. Je l'ai revu une fois à un déjeuner au Quai d'Orsay, probablement un jour, en parlant de la baignoire (de Goering) qui avait un véritable tableau de bord. Il y avait au moins six robinets différents, je ne sais pas si c'est pour l'eau froide, l'eau tiède, l'eau demi-tiède, l'eau demi-froide. Il y avait la salle de bain et puis il y avait une chambre d'habillement qui était entièrement tapissée de placards qui contenaient les uniformes et les costumes.

M. Vaïsse : Mais où est-elle passée ?

S. Bidault : Elle était redevenue un bureau de secrétaires. Cela avait été un bureau de secrétaires lorsqu'il (Georges Bidault) occupait le Quai d'Orsay. Goering l'avait fait transformer en appartement pour sa personne et c'est en 1947 qu'on l'a reconverti en bureaux de secrétaires. La baignoire est allée dieu sait où, on ne l'a pas gardée comme monument historique.

M. Vaïsse : Quel dommage !

S. Bidault : Il y en a une autre qui n'est d'ailleurs pas banale, celle qu'on avait faite pour le roi et la reine d'Angleterre et qui y est toujours en mosaïque d'or, d'un mauvais goût très sûr. Mme Lady Churchill disait qu'installée là pendant trois jours, que son mari était si content de cette salle de bain en laque noire avec des ornements d'or et une baignoire ovale en petite mosaïque d'or. Pour la chambre de la reine, c'était en argent, pour la chambre du roi, c'était en or. Comment il s'appelle, Churchill, son prénom, mon Dieu, je ne me souviens plus ?

M. Vaïsse : Winston.

G. Bidault : Elle a dit exactement ceci « c'est très pompéien et Winston aime beaucoup ».

S. Bidault : À mon avis, c'était dans la rue qu'il y avait le spectacle.

M. Vaïsse : Cette baignoire existe toujours ?

S. Bidault : Oui, elle n'est plus dans le bureau du secrétaire mais la baignoire y est. La salle de bain de la reine est restée telle quelle dans l'appartement du Ministre avec la baignoire en mosaïque d'argent et d'ailleurs moins offensante ⁽¹³⁾.

M. Vaïsse : Nous sommes toujours à Moscou malheureusement, et vous êtes reçu en audience par Staline le 12 avril 1947. Pouvez-vous nous raconter comment cela s'est passé ? Quel type d'homme était-ce pour un entretien comme celui-là ?

G. Bidault : Je n'ai gardé aucun souvenir précis de l'entretien que nous avons eu et pas besoin de vous dire que cela se passait par l'intermédiaire de secrétaires qui décolorent les propos.

S. Bidault : Des interprètes.

G. Bidault : Des secrétaires-interprètes qui décolorent les propos. J'ai gardé un souvenir assez net de l'ensemble de mes rapports avec Staline mais de cette conférence particulière, non.

S. Bidault : Vous l'avez vu de nombreuses fois d'ailleurs. Vous êtes le ministre français qui avait le plus vu Staline et dans les deux voyages, n'est-ce pas ?

G. Bidault : Il m'a invité un jour dans sa salle de séances de cinéma. Là, il était à une table avec une bouteille de champagne russe, très sucré et assez tiède, jamais de gaz. Il m'avait invité. Comme Marshall avait refusé de siéger à ses côtés, lui pouvait se permettre ça, mais je ne pouvais pas. Enfin, être à côté de Staline sans interprète pour assister à un film tchèque en couleurs sans aucun intérêt, j'en aurais fait volontiers cadeau à un autre si j'avais eu un satellite mais pour le moment, à l'époque, nous n'en avions pas. Alors, je suis donc resté là et Staline me versait son champagne.

S. Bidault : Je voulais dire, Georges, comment était Staline parce que les Français n'en savent rien.

G. Bidault : Oui, il était plutôt petit, en costume de maréchal, en « tussor » j'appelle ça comme cela. Un costume jaune clair et une casquette plate.

S. Bidault : Vous m'avez dit à l'époque que vous trouviez qu'il faisait penser à Laval.

13 - Phrase interrompue.

Physiquement, je veux dire.

G. Bidault : Oui, il parlait d'une voix basse.

M. Vaïsse : Est-ce qu'il était entouré par une grande pompe ?

G. Bidault : Non

M. Vaïsse : Ou est-ce que c'était extrêmement simple ?

G. Bidault : C'était simple. Mais il répandait autour de lui la terreur !

S. Bidault : Il était entouré par un certain nombre de gens. Quand il vous recevait, il y avait toute une série de commissaires politiques autour de lui.

G. Bidault : Oui, mais pas au cinéma. Au cinéma, il n'y avait personne que lui (silence).

S. Bidault : Et des interprètes, j'espère ?

G. Bidault : Non, non.

C. Pozzo di Borgo : Non, justement pas.

G. Bidault : Non, il n'y avait que lui. Mais à mon avis, cela ne méritait pas d'interprète, cela méritait qu'on attende la fin.

S. Bidault : En général, il était très tardif parce que vous savez les Russes, ils reçoivent aussi bien à 2h du matin. Je me rappelle quand nous sommes partis, ils m'ont fait des cadeaux. D'habitude les gens viennent nous apporter les cadeaux dans la journée. Ils m'ont apporté les cadeaux à minuit.

C. Pozzo di Borgo : Oui. En effet.

M. Vaïsse : Cette conférence de Moscou se termine sur un échec des relations avec les Soviétiques et on se demande dans quelle mesure cette affaire des relations franco-soviétiques a influencé ce qui se passe à la fin du mois d'avril et au printemps 1947, c'est-à-dire l'éviction des ministres communistes du gouvernement français. Est-ce que cela a un rapport quelconque ? Ou est-ce qu'à votre avis, il ne faut pas mettre de rapport entre ces deux événements ? D'une part l'échec de la conférence de Moscou, la déconvenue pour la France de cet échec ...

G. Bidault : Il n'y a pas eu de déconvenue chez tout le monde, en tout cas pas chez moi. Donc, je ne me suis pas vengé de cet échec prévisible. De toute façon, il fallait bien qu'on sorte de la comédie de l'alliance solide, bonne et dure. Il fallait bien que les poings cessent ou que certains en France, au moins au gouvernement se rendent compte que maintenant on allait parler de choses

sérieuses. Mais je ne crois pas que ⁽¹⁴⁾ solidaire dans la main, c'est dans la même tendance mais cela n'a pas eu de conséquences, n'est-ce pas ça fait partie de ⁽¹⁵⁾.

S. Bidault : Non, mais Ramadier en avait assez ⁽¹⁶⁾, Georges !

M. Vaïsse : Alors dans ces démissions des ministres communistes, vous pensez que la politique extérieure n'a joué aucun rôle ?

G. Bidault : Oh, sûrement les Russes ont été trop de tout.

M. Vaïsse : Par exemple, est-ce que vous croyez que les Américains sont intervenus pour faire sortir les ministres communistes du gouvernement ?

G. Bidault : Non, je n'en ai jamais parlé aux États-Unis.

S. Bidault : Cela a été une opération de politique intérieure et c'est tout à l'honneur de Ramadier d'ailleurs, on en reparle encore maintenant.

G. Bidault : Oui.

M. Vaïsse : Avez-vous joué un rôle dans cette affaire de la démission des ministres communistes, avez-vous penché d'un côté ou de l'autre, êtes-vous intervenu d'une certaine façon ?

G. Bidault : Il est impensable que je n'ai rien dit mais ce que j'ai dit et la façon dont je l'ai dit, excusez-moi, je ne m'en souviens pas.

S. Bidault : En particulier dans quel sens vous avez dû parler !

G. Bidault : Non, je m'étais suffisamment tapé ⁽¹⁷⁾ et les amitiés franco-soviétiques pour en avoir soupé. Mais je vous répète qu'à aucun moment il n'y a eu de surprise de ma part et au fond, je ne pense pas de surprise décisive, profonde chez les Soviétiques. Je suis resté le même, pas pire après qu'avant.

M. Vaïsse : À propos du Plan Marshall dont nous allons parler maintenant, il y a tout de même un élément qui est étonnant c'est qu'au moment où vous rencontrez Ernest Bevin ⁽¹⁸⁾ à Paris, quelques jours après le discours d'Harvard du général Marshall, vous décidez d'inviter Molotov pour conférer avec vous donc avec Bevin et vous-même, de ce Plan Marshall, enfin des idées du général Marshall. Si comme vous le dites-vous partiez à Moscou sans grand espoir d'un succès, si

14 - Mot inaudible.

15 - Mot inaudible.

16 - Mot inaudible.

17 - Mot inaudible.

18 - Inaudible ici mais cité plusieurs fois. Il s'agit d'Ernest Bevin, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1950-1951).

vous reveniez de Moscou avec la sensation qu'au fond les Soviétiques n'avaient rien voulu accorder, pourquoi de nouveau l'avoir invité à Paris à venir conférer avec vous ?

G. Bidault : Parce qu'il ne faut jamais enterrer la situation et montrer qu'on ne désespère pas, il a les moyens de rendre les problèmes susceptibles, éventuellement de solutions dans la meilleure hypothèse. C'étaient les « Soviets » qui faisaient obstacle au ralliement de gens comme la Tchécoslovaquie, par exemple. Ils les ont obligés à refuser avant d'avoir accepté.

S. Bidault : Justement, c'est à cause des pays satellites, il fallait tout de même s'occuper d'eux. Eux aussi, ils en bénéficient du Plan Marshall mais les faire venir sans en parler à Moscou c'était impossible. En réalité, ça a été la surprise. Je me rappelle très bien mon mari revenant en me disant : « Qu'est-ce qui va se passer, il l'interdit à la Tchécoslovaquie et à la Pologne ».

M. Vaïsse : Aux deux ?

G. Bidault : À la Pologne et pratiquement à tout le monde. La Tchécoslovaquie avait accepté.

S. Bidault : Cela a été le coup de Trafalgar de cette conférence et Molotov en fait partie.

M. Vaïsse : Ce qui est intéressant à partir du discours du général Marshall, c'est d'abord la rapidité de la réaction franco-britannique, le discours date du 5 juin, or vous rencontrez Ernest Bevin le 17 juin. Bien entendu, je veux bien que les emplois du temps des ministres étaient peut-être moins chargés qu'ils ne le sont maintenant, et encore ce n'était pas sûr, mais enfin trouver en l'espace de deux semaines la possibilité d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères franco-britanniques, cela prouve que vous y attachiez une très grande importance. Ou vous aviez été prévenu de la teneur du discours du général Marshall et au fond c'était quelque chose qui était en marche ?

G. Bidault : Ce qui me traverse l'esprit maintenant, c'est le souvenir que M. Chauvel, qui était Secrétaire général du Quai, relisant le discours de Marshall me dit : " Est-ce que vous avez signé mon rapport avec Marshall, il faut se dépêcher, allons-y " et il m'a fait partir tout de suite. Ce n'est pas une pensée personnelle, une initiative de mon invention mais j'ai répondu à un conseil qui m'était donné par Chauvel en me disant, " Il faut se précipiter sur l'occasion ".

M. Vaïsse : Alors il y a eu d'abord la Conférence avec Ernest Bevin à Paris le 17 juin et ensuite, à la fin du mois de juin, donc très rapidement, une Conférence au Quai d'Orsay entre Bevin, Molotov et vous-même et c'est à ce moment-là que cette attitude de Molotov est si négative ? D'après certains témoins et peut-être ne vous souvenez-vous pas assez précisément de cette période, cette attitude aurait évolué au cours de la conférence. Avez-vous un souvenir ?

S. Bidault : C'est à dire qu'on pensait qu'il allait marcher...

G. Bidault : Oui, il était venu et c'était déjà beaucoup. C'était cela qui pouvait me faire douter, me dire : « Après tout.. » c'était le moment à partir duquel c'était la voie de non-retour.

S. Bidault : Je m'excuse mais quand il est arrivé les premiers jours, vous aviez tout de même l'impression qu'il y avait quelque chose à faire et quand vous êtes venu me dire : "Tout a craqué". Eh bien, c'était tout de même un coup, enfin, vous savez, il était comme cela. Un jour, il recevait un télégramme de Moscou et faisait le contraire le lendemain. C'est comme cela qu'à Londres en 1945, rappelez-vous, Georges, vous deviez aller à une réunion où on devait parler du traité de paix avec la Pologne. C'était entendu avec un dîner très cordial avec Molotov et des toasts à n'en plus finir et le lendemain matin, brusquement, il part au combat à l'Est. Cela ne les regarde pas et ils ne viennent pas. Donc il y a eu des instructions dans la nuit, il avait changé complètement d'une attitude qui était très amicale à une devenue désagréable. Quelque chose comme cela a dû se passer.

M. Vaïsse : Vous évoquiez vos rapports avec le général Marshall. Comment se sont-ils établis ? Pourquoi est-ce qu'il y avait de bons rapports entre vous et le général Marshall ? Vous lui écrivez plusieurs fois d'ailleurs en 1948 ?

S. Bidault : On s'est rencontré à Moscou dans les dîners, dans les réunions ; c'était un homme infiniment sympathique.

G. Bidault : Je vous raconte pourquoi cela s'est passé comme cela. Je ne sais plus quel homme de l'antiquité a dit cela : « parce que c'était lui, parce que c'était moi ».

S. Bidault et C. Pozzo di Borgo : C'est de La Boétie !

S. Bidault : C'était La Boétie, comme Montaigne, ce n'est pas antique, c'est ancien, n'est-ce pas. Non, c'était un homme extrêmement attachant et comme nous l'avons beaucoup vu parce nous avons eu une vie très mondaine à ce moment-là, quand je l'ai vu, je l'ai trouvé « jeune homme ». Pendant le début du repas, il pouvait raconter ses souvenirs de jeune Officier pendant la guerre de 1914 où il avait fait un stage en France. Depuis, je puis dire que j'ai eu de l'affection pour Marshall. Je ne pensais pas dire cela de Bevin ou Churchill. Plus on voyait Churchill, moins on avait tendance à l'aimer. Marshall, c'était un homme très bien ⁽¹⁹⁾.

M. Vaïsse : Puisque nous en sommes aux personnalités, aux hommes que vous avez fréquenté, à partir de ce moment-là il y a un Président de la République, Vincent Auriol, qui s'occupe de près de toutes les affaires. Est-ce qu'il intervenait souvent en politique étrangère ? Est-ce qu'il voulait mettre un peu son grain de sel partout ?

G. Bidault : Il était un peu agité, un peu personnel, c'est vrai. Mais je ne peux pas me plaindre, il me fait des compliments dans ses bouquins, dans son autobiographie. Il est aimable à mon avis à bon marché.

S. Bidault : Mais la politique intérieure l'intéressait plus que la politique extérieure.

19 - Son fragmenté dans la dernière phrase.

C. Pozzo di Borgo : Manifestement, d'après ses carnets.

M. Vaïsse : Je crois que Mme Pozzo Di Borgo voulait vous poser une question sur la signature du traité de Paix avec l'Italie.

G. Bidault : Nous avons signé un traité de paix ?

S. Bidault : Il y aurait un traité de paix signé avec l'Italie ? Il n'y en a pas eu avec l'Allemagne.

C. Pozzo di Borgo : D'après les commentaires de Jean Chauvel, absolument. Il paraît que ça cela a été l'occasion d'une cérémonie grandiose au Quai d'Orsay ?

S. Bidault : Au Quai d'Orsay ?

C. Pozzo di Borgo : Absolument, je voulais aussi vous demander si vous pouvez parler de votre voyage à Turin ?

S. Bidault : Je me rappelle admirablement du voyage à Turin mais pas de cette chose-là. Il n'y a en tout cas pas eu de grandes cérémonies ! Il y a eu peut-être des cérémonies dans votre bureau mais il n'y a pas eu de choses mondaines du tout, il n'y a pas eu de grands diners du tout comme ceux de la Conférence de Paris, par exemple. Il y a eu un grand dîner pour les Russes, un grand dîner pour les Américains, les Anglais mais on n'a jamais rien fait pour les Italiens.

C. Pozzo di Borgo : Mais c'est précisément ce passage qui m'a surpris dans les mémoires de Chauvel, c'est pour cela que j'aime mieux vous en parler.

S. Bidault : Les Mémoires de Chauvel sont très brillantes ...

C. Pozzo di Borgo : Mais il dit lui-même qu'il parle uniquement de sa mémoire...

S. Bidault : Par exemple, il explique que Georges a mis un certain temps à revenir de San Francisco parce qu'il s'est arrêté pour voir Roosevelt, or Roosevelt était mort depuis un mois.

C. Pozzo di Borgo : Je ne sais pas si c'est une confusion.

S. Bidault : Vraiment, je me souviens d'un très grand enthousiasme à Turin. J'étais à Turin, je me rappelle très bien la première rencontre avec Gasperi, c'était à Londres, nous étions à la Conférence des Affaires Etrangères, il était avec le comte Carandini. Georges était en retard et moi je l'attendais patiemment. Je croyais que c'était le ministre, il m'a fait attendre 3/4 d'heure...⁽²⁰⁾. « Est-ce qu'elle était le directeur de Cabinet », puisque j'étais là. Quelques années après, Gasperi qu'on avait reçu avec des honneurs m'a dit qu'il avait été ulcéré par ce retard parce qu'il

20 - Phrase interrompue.

avait pensé que c'était exprès qu'on reçoive ainsi le ministre de l'Italie vaincue, vous comprenez. Amicalement parce que nous étions en très bons termes alors à ce moment-là. Je me rappelle très bien cette rencontre mais je ne me rappelle d'aucune rencontre avec Gasperi au Quai d'Orsay. J'ai un trou complet là-dessus, je ne me souviens pas.

G. Bidault : Oui, je l'ai vu à Ferrare dans un sanctuaire.

C. Pozzo di Borgo : Ce serait intéressant de regarder dans les archives ce qu'il en est.

S. Bidault : Je ne pense pas avoir de trou de mémoire d'autant plus que Gasperi... ⁽²¹⁾. Je ne rappelle pas de célébration à ce moment-là, nous n'en avons pas eu de traité de paix avec l'Allemagne, ni surtout d'un traité de paix avec l'Italie !

C. Pozzo di Borgo : Oui, le fait du traité de paix n'est pas contestable.

S. Bidault : Avant, je me rappelle l'histoire de Trieste et de Turin.

C. Pozzo di Borgo : C'était en 1948, votre voyage pour amorcer l'union douanière avec l'Italie.

S. Bidault : Oui. C'est ça, pour dire surtout que l'Italie avait des droits sur Trieste.

C. Pozzo di Borgo : Exactement, c'est ça qui a valu le triomphe... ⁽²²⁾

S. Bidault : Et j'ai une quantité de photographies de Turin, je n'ai pas une seule photographie du traité... ⁽²³⁾

C. Pozzo di Borgo : Vous parlez de Sforza d'ailleurs... ⁽²⁴⁾

S. Bidault : Alors je ne sais pas, je vous dis comme pour... Il y a quelques grosses, au moins une grosse, très grosse bourde dans Chauvel. Son livre est d'ailleurs à part cela, extrêmement brillant et intéressant, je vous le dis. Il n'a tout de même pas inventé qu'on a dû signer le traité de paix à Paris, évidemment, alors il y a eu une cérémonie au Salon de l'Horloge, sûrement. Et c'est resté dans le cadre purement officiel et je dirais presque bureaucratique n'est-ce pas. Et c'est pour cela que moi je ne m'en souviens pas... ⁽²⁵⁾

G. Bidault : Je l'ai vu pour l'OTAN, des choses comme ça.

S. Bidault : Oui, il est venu une fois à un déjeuner à la Tour Eiffel, c'était un déjeuner d'hommes et il y avait Gasperi, en effet. J'ai une photographie mais je n'y étais pas.

21 - Alcide De Gasperi, homme d'État italien. Phrase interrompue.

22 - Fin de phrase inaudible.

23 - Fin de phrase inaudible.

24 - Fin de phrase inaudible.

25 - Fin de phrase inaudible.

M. Vaïsse : Pour nous tourner maintenant vers la question du Pacte Atlantique et de la création de l'OTAN, comment est-ce que cette idée est peu à peu venue et quels ont été en France les protagonistes de cette affaire et, vous, quelles étaient vos idées concernant cette création du Pacte Atlantique ?

G. Bidault : Premièrement, j'étais pour; deuxièmement, j'ai fait décider. C'est Schuman qui l'a signé, Robert, et qui après ça... ⁽²⁶⁾

S. Bidault : Excusez-moi, je ne me rappelle plus de la date du Pacte Atlantique, c'est en 1950 ?

M. Vaïsse : 1949 mais dès octobre 1947, il y a une session des Nations-Unies à New York où, déjà, on discute de la possible création d'un organe entre les Européens et les Américains et, en particulier, il y aurait eu en janvier 1948 une réunion près de New York qui aurait rassemblé Ridgway, Morgan et Riot ⁽²⁷⁾ et qu'il en serait sorti de cette réunion l'idée qu'il fallait faire une défense européenne dans laquelle on aurait intégré l'Allemagne, par conséquent très tôt.

S. Bidault : Oui, très tôt en effet. Je ne me rappelais pas la date exacte, je pensais 1950.

M. Vaïsse : Vous écrivez le 4 mars 1948 au général Marshall une lettre personnelle en dehors de la voie diplomatique. Je crois que cette indication se trouve dans vos mémoires, je crois, sinon cela serait dans Georgette Elgey ⁽²⁸⁾. La question que je voulais vous poser, c'était pourquoi vous n'employez pas la voie diplomatique et deuxièmement, vous prenez en mars 1948 une initiative importante d'où va sortir pleinement le Pacte Atlantique ?

G. Bidault : Je ne peux pas lever vos incertitudes mais avec Marshall cela se passait sur un plan où il y avait une part d'amitié personnelle, de rôle personnel et pas nécessairement d'être obligé de passer par l'ambassadeur. Le fonctionnaire est plus ou moins indifférent. Dès le début, j'ai pensé qu'il fallait qu'après le traité de Dunkerque, après le pacte avec (interruption).

S. Bidault : Les Soviets.

G. Bidault : Non, après le pacte, bien sûr, avec les Soviets mais après ce que nous avons fait en plus, c'est-à-dire une entente avec la Belgique, la Hollande.

M. Vaïsse : Le Pacte de Bruxelles.

G. Bidault : Oui, le Pacte de Bruxelles et nous avons fait cela parce que Marshall nous a dit : "Pour entraîner les États-Unis, il faut que vous en fassiez encore un peu." Que vous voulez qu'on trouve de mieux et cela a facilité les choses pour l'Italie aussi par la suite. L'entrée d'un ancien

26 - Phrase interrompue.

27 - Transcription phonétique, noms des personnalités à vérifier.

28 - Georgette Elgey, née Léon le 24 février 1929 à Paris et morte le 8 octobre 2019 dans la même ville, est une journaliste et historienne politique française.

ennemi dans l'alliance et l'entrée du principal ennemi, l'Allemagne, qui était un problème beaucoup plus difficile. Cela n'est pas comme maintenant où Giscard d'Estaing parle de nos amis allemands.

S. Bidault : Je me rappellerais toujours cette soirée à l'Elysée où nous sommes sortis en même temps que le général Zweide ⁽²⁹⁾ qui a joué un grand rôle pendant l'occupation comme vous le savez. Il y avait juste à côté Claude Bourdet. Tout de même, qui aurait cru !

M. Vaïsse : Lors de cet échange de correspondance entre vous et le général Marshall, le général vous répondant que l'Europe s'organise et les États-Unis apporteront leur concours, que sort le Pacte de Bruxelles négocié en mars 1948 et la question que je voulais vous poser, était celle-ci : vous sentez-vous plus Atlantique qu'eupéen ou plus eupéen qu'Atlantique ?

G. Bidault : L'Europe à l'état pur, c'est-à-dire l'Europe sans rien d'autre, indubitablement ce n'est pas sérieux et pas suffisant. Le Pacte Atlantique, sans racine, sans organisation, sans constitution d'une Europe, c'est un peu vague, les partenaires sont trop éloignés. En conséquence, faut faire les deux, ce qui a été fait et continuer, comme il est normal, une fois que j'ai eu quitté le Quai d'Orsay, et bien Robert Schuman a continué. Lui, s'intéressait à l'Allemagne. Pour lui, l'Europe c'était la France et l'Allemagne. Ou l'Allemagne et la France en passant par le Luxembourg, mais il a continué et c'est donc lui qui a signé le Pacte Atlantique et pas moi.

M. Vaïsse : Pacte Atlantique où vous reconnaissez une certaine paternité dans la mesure où cet échange de correspondance a joué un rôle.

G. Bidault : Oui, bien sûr, je suis pour le Pacte Atlantique, que de Gaulle ait été ⁽³⁰⁾.

C. Pozzo di Borgo : Pour le Conseil de l'Europe également.

G. Bidault : C'est moi qui l'ai proposé, au moment de quitter ce gouvernement, c'est moi qui l'ai proposé et finalement, ça fait partie des espoirs ⁽³¹⁾.

S. Bidault : Vous l'avez conçu mais le père c'est Robert Schuman.

M. Vaïsse : Puisque nous en sommes à Robert Schuman, nous pouvons peut-être parler maintenant des relations franco-allemandes. A partir de quand et sous quelles influences avez-vous admis le relèvement de l'Allemagne et son insertion dans l'Europe occidentale ?

G. Bidault : J'avais des rapports à Genève de temps en temps avec un certain nombre de démocrates-chrétiens suisses, luxembourgeois, autrichiens, italiens et allemands. Celui qui représentait l'Allemagne était Konrad Adenauer avec qui j'avais de bons rapports.

29 - Transcription phonétique à vérifier.

30 - Silence, phrase non terminée.

31 - Phrase non terminée.

S. Bidault : Georges n'était plus au Gouvernement puisque nous habitions Saint-Cloud. Adenauer est venu tout à fait incognito dîner à la maison avec (32) ambassadeur. Je n'ai jamais compris comment personne n'a jamais su cela. Quand Adenauer est venu pour la première fois officiellement, un journaliste m'a dit : « Enfin, vous allez connaître le chancelier Adenauer » et je lui ai dit : « Il y a longtemps que je le connais ». Il est resté complètement ahuri parce que j'avais déjeuné avec lui à Genève où il m'avait fait une drôle d'impression et ensuite il avait déjeuné chez moi. Je me rappellerai toujours ma mère qui était là, ma mère me dit : « Si on m'avait dit en 42 ou 43 qu'il y aurait le chancelier d'Allemagne chez ma fille, c'est ahurissant ». Donc, des relations amicales existaient avec Adenauer avant toutes prises de positions officielles.

G. Bidault : La mère de ma femme était mariée avec un colonel qui était à Verdun alors elle pensait à Verdun.

S. Bidault : Elle pensait à Verdun mais cela ne l'a pas empêchée d'être complètement anti-pétainiste. Que de Verdun soit là, mon père et elle sans jamais marcher dans le coup.

M. Vaïsse : Vous dites très clairement et c'est un point important qu'il y a eu des contacts entre démocrates-chrétiens européens qui ont servi à la réconciliation franco-allemande ?

G. Bidault : Oui.

M. Vaïsse : Est-ce que Jean Morin a joué un rôle ?

S. Bidault : Non

M. Vaïsse : Non, pas ici ?

S. Bidault : Jean Morin était à Moscou mais au fond il a très peu participé à la politique étrangère. Enfin, il s'occupait surtout des rapports parlementaires, des choses comme ça. Il restait malgré tout un (33) si je puis dire. Non dans ce cas-là, c'était le directeur de Cabinet qui était de la Maison.

G. Bidault : J'ai eu des rapports personnellement. Je suis allé voir Adenauer. Il est venu dans ma maison qui n'était pas un palais à Saint-Cloud et j'ai été chez lui accompagné de François Poncet... navigant dans le bateau de l'ambassadeur de France sur le Rhin de Bingen à Bonn.

S. Bidault : Adenauer est venu avec des éditions de Racine.

G. Bidault : Après cela, il m'a fait arrêter, exilé en Allemagne.

S. Bidault : Après cela, il tenait essentiellement à ce que vous lisiez ses mémoires. En fait, il a dû avoir des remords malgré tout, Georges. Vous avez eu deux journées d'interrogatoire par le

32 - Mot inaudible.

33 - Mot non identifié.

procureur de Karlsruhe mais bien longtemps après.

C. Pozzo di Borgo : À quel moment ?

S. Bidault : Au moment où mon mari parcourait l'Europe pourchassé par de Gaulle, il a été arrêté en Bavière et interrogé, alors évidemment nos rapports se sont dégradés.

G. Bidault : Là, il y avait des journalistes alignés dont Dominique Auclair du Figaro.

S. Bidault : C'était évidemment un marché sensationnel, la chasse au Georges Bidault !

G. Bidault : Mais non voyons, ce n'était pas sensationnel, non.

S. Bidault : Tout de même !

G. Bidault : Cela a choqué le Figaro parce que d'abord ce sont des choses qui ne se font pas. On ne se conduit pas d'une manière improvisée et non conformiste, et elle est venue dire et se faire reconnaître : "Dominique Auclair, je tiens à faire votre journal, c'est très gentil pour moi". Elle m'a dit : "Vous, n'est-ce pas, on se comprenait." J'ai dit : « Nous, on ne se comprend pas plus que cela » et effectivement, il ne faudrait pas se livrer à ... ⁽³⁴⁾.

S. Bidault : C'est un autre chapitre, cela n'a plus aucun rapport.

G. Bidault : Ce n'est pas dans les archives du Quai.

M. Vaïsse : Dans cette politique allemande qui aboutit aux accords de Londres en juin 1948, il y a des opposants. Vous citez même dans votre livre de souvenirs les problèmes que vous avez eus avec Maurice Couve de Murville ?

S. Bidault : Il s'est très mal conduit.

M. Vaïsse : Quels étaient les opposants à la nouvelle politique allemande que vous avez mis au point au moment de la Conférence de Londres ?

G. Bidault : Il y a eu Couve et puis il y en a eu d'autres.

M. Vaïsse : Est-ce que le Quai d'Orsay d'une façon générale, les bureaux du Quai d'Orsay étaient plutôt hostiles à cette nouvelle politique ?

G. Bidault : À mon avis non, je ne crois pas.

S. Bidault : On n'a pas le souvenir. L'attitude de Couve a été très singulière au sens où c'était de

34 - Phrase inachevée.

l'humour, enfin. Il est venu d'ailleurs demander la main à Georges en 1949 à Strasbourg. Tu ne te rappelles pas. Je lui ai sorti l'air du chat canari et alors il est venu, il a demandé la main, on lui avait donnée ⁽³⁵⁾. « Et bien vous avez eu tort ». Il ne devait pas avoir la conscience très tranquille.

G. Bidault : Je lui avais cependant avant offert un siège de député MRP.

S. Bidault : Mais bien longtemps avant, chéri !

G. Bidault : Oui, bien longtemps mais enfin c'était tout de même lui, c'était tout de même moi. Je lui ai offert un siège de député, chose qu'il ambitionnait avant qu'il ne trouve le VIII^e arrondissement.

M. Vaïsse : Au contraire, Jean Chauvel vous soutient dans cette nouvelle politique allemande ?

G. Bidault : Oui, avec Chauvel je n'ai pas eu à me plaindre de son comportement en revanche, j'ai rarement eu à me féliciter du comportement de Maurice Couve de Murville.

M. Vaïsse : Au gouvernement même, est-ce qu'il y avait des opposants à cette nouvelle politique allemande ?

G. Bidault : Dans les gouvernements français d'ailleurs, rien ne vaut de s'indigner. Les gens passent leur temps à parler de leur démission et ne la donnent jamais.

S. Bidault : C'est très vrai que les Français ne donnent jamais leur démission. Rappelez-vous Munich, les Anglais la donnaient mais les Français non.

G. Bidault : Je ne me rappelle pas de Munich mais téléphonons à l'imprimerie de l'Aube pour me dire : « Est-ce que vous pourriez me décider sur... ⁽³⁶⁾ a donné sa démission en même temps que Reynaud » en fait, ni l'un ni l'autre n'a donné sa démission.

M. Vaïsse : On dit que René Mayer, Jules Moch se seraient opposés au gouvernement, à cette nouvelle politique allemande, est-ce vrai ?

G. Bidault : Cela m'étonnerait beaucoup pour René Mayer.

S. Bidault : Moch devait être hostile !

G. Bidault : Moch, Oui. Ayant perdu son fils à la guerre, était comme les socialistes de cette époque, d'une germanophobie vraiment caractérielle.

M. Vaïsse : À l'intérieur du MRP, est-ce que tout le monde était d'accord sur cette nouvelle politique allemande ?

35 - Fin de phrase inaudible.

36 - Transcription phonétique du nom propre peut-être : Criverine.

G. Bidault : À peu près, jusqu'au moment où ils ont pris le large non seulement avec moi mais avec le MRP lui-même. Non, je n'ai pas eu de difficulté avec le MRP à ce moment-là.

M. Vaïsse : Dans la construction de l'Europe, quel rôle ont joué les contacts qu'entretenaient les démocrates-chrétiens européens entre eux, pouvez-vous en parler un peu plus ?

G. Bidault et S. Bidault : Oui, ils étaient très européens.

S. Bidault : (³⁷) était même renfermé tellement il était européen. Il faudrait l'envoyer à l'infirmerie du Dépôt. Il était pour la CET, il était très violemment européen.

M. Vaïsse : Et la hiérarchie catholique, est-ce qu'elle a joué un rôle quelconque dans cette construction de l'Europe ?

G. Bidault : Cela aurait pu mais cela n'a pas eu lieu. On se trompe en général en prenant l'épiscopat français pour l'épiscopat polonais.

M. Vaïsse : Mais il y a eu à Paris un nonce qui était quelqu'un d'influent, Monseigneur Roncalli (³⁸), on dit que vous le voyiez assez souvent, est-ce que c'est vrai, d'une part et est-ce qu'il avait des idées en politique étrangère, d'autre part ?

G. Bidault : Il ne voyait pas d'objection à l'Europe, il voyait des objections à la politique. Si vous voulez savoir ce qu'était le Cardinal Monseigneur Roncalli puis Patriarche de Venise, puis Jean XXIII, sachez que c'est le contraire de ce qu'on raconte. Premièrement, ce n'était pas le rénovateur, réformateur de l'Église, il était un homme de droite, marqué, accentué.

S. Bidault : Il était pour tous les cardinaux collaborateurs, que ce soit (Maurice) Feltin, que ce soit (Louis-Augustin) Marmottin, il était pour tous ceux-là. Il a fait une crise d'hystérie quand on a nommé (Jules) Saliège. Vous vous rappelez, Georges ?

G. Bidault : Oui, c'est moi qui ai imposé Saliège.

S. Bidault : Roncalli était hors de lui et réactionnaire.

G. Bidault : C'est moi qui ai imposé Saliège. Je veux dire qui l'a imposé, qui est venu et c'est Pie XII qui l'a nommé.

S. Bidault : Oui. Le sac de pommes de terre reballe le chapeau, disait Roncalli. C'est pourquoi il appelait ce sac de pommes de terre (³⁹). Il a été très, très, très déçu.

37 - *Personnalité, nom propre inaudible.*

38 - *Angelo Giuseppe Roncalli, futur pape Jean XXIII.*

39 - *Fin de phrase inaudible.*

G. Bidault : Non

S. Bidault : Monseigneur Marmottin qui est arrivé à transformer en un tour de main une cérémonie pour la « LVF » en Te Deum pour la libération à Reims, c'est pas mal. Lui était très bien vu par Roncalli.

M. Vaisse : Est-ce que Monseigneur Roncalli avait des idées en politique extérieure ? Vous parlez là de la politique intérieure, des questions de nomination de personnes.

G. Bidault : Oui, ça existe.

M. Vaisse : A-t-il poussé vers la construction de l'Europe ?

G. Bidault : Non

S. Bidault : Vous savez, c'était un homme assez ordinaire, pas un grand esprit. Ce pauvre, comment s'appelait-il celui qu'on a fichu à la porte après Vichy, il était beaucoup mieux que lui.

G. Bidault : Oui, c'était Monseigneur Valerio Valeri.

S. Bidault : Il était très supérieur, il n'y a pas de question, enfin son prédécesseur comme dirait... Sinon Monseigneur (Paolo) Marella était plus intelligent que lui. Il y avait une question de publicité, on en a fait un homme angélique, un brave homme très corrompu par les appétits matériels. Il a commencé par refuser la nourriture, le décor et les coussins ...

G. Bidault : Oui.

C. Pozzo di Borgo : C'est le contraire de l'image qu'on s'en fait !

S. Bidault : Absolument. La première fois que je l'ai vu, je n'étais pas mariée, c'était à un dîner au Quai d'Orsay et il revenait de Lyon. Il était scandalisé par le rite lyonnais qui paraissait spécial. « Cette cathédrale Saint-Jean, c'est une unité sombre, ces prie-Dieu sont impurs » enfin semble-t-il ⁽⁴⁰⁾. Ils avaient le temps de mettre des coussins de brocart sur le prie-Dieu de l'Archevêque. Alors, je m'étais dit, « l'esprit de macération n'est pas le sien ». Non, tout le monde est très..., encore plus les mécréants que les autres, on parle toujours de Roncalli, que ce soit pour les protestants, que ce soit les francs-maçons : « Ah, ah, Jean XXIII ». C'était un saint qu'on est en train de vouloir canoniser. Oui, il est venu une fois, quatre vénérables ecclésiastiques ici sous le secret du Saint-Office interroger mon mari, sur les aptitudes de Jean XXIII à être un saint ! Est-ce que je leur avais dit tout cela ?

G. Bidault : D'abord elle n'y était pas et ensuite c'est le secret du Saint-Office.

40 - Phrase entrecoupée ou inaudible.

S. Bidault : Il ne faut rien dire. Je ne sais pas du tout ce que leur a dit mon mari. Il est venu interroger successivement Georges, tous les ministres démocrates-chrétiens sur le mérite, les vertus, le charisme de Roncalli. Quant à avoir joué un rôle dans la politique étrangère de la France, il n'en a joué aucun. Peut-être de la politique de la Bulgarie, où, vous savez, il avait été nonce auparavant, peut-être là, je n'en sais rien.

M. Vaïsse : Vous revenez aux affaires comme Président du Conseil où vous vous occupez de nouveau de politique étrangère et en particulier au début de l'année 1950, au printemps de 1950, les affaires européennes sont extrêmement délicates. On se demande comment sortir de la crise européenne et vous prononcez le 16 avril 1950 à Lyon, un discours où vous préconisez la création d'un Haut-conseil Atlantique pour la paix. Pourquoi cette initiative ? Et d'autre part, est-ce qu'il est vrai que ce discours ait été rédigé par Jean-Jacques Servan-Schreiber ?

S. Bidault : Non (rire).

G. Bidault : C'était Tixier.

S. Bidault : Servan-Schreiber n'a pas cessé de « turlupiner » Georges sur cette question. Là, je me revois encore dans le couloir du wagon-lit discutant et Georges disant, excusez-moi, que Servan-Schreiber lui avait cassé les pieds avec le Pacte Atlantique, n'est-ce pas. Mais quant à avoir fait le discours, non. Georges n'avait pas de relation intime du tout avec « JJSS ». Il se trouvait qu'il était là car il avait le sens de la formule, si je m'en souviens bien. Je crois. Alors il était là comme voyageur et commissaire d'ordre mais enfin, il n'avait aucune part au travail de Georges, jamais.

M. Vaïsse : C'est cela. Il devait être très jeune à cette époque-là, parce que cela m'a beaucoup étonné de voir cette référence, cette indication, que le discours a été rédigé par ce personnage ?

S. Bidault : Alors ça, c'est un pur mensonge absolument !

M. Vaïsse : Et vous le connaissiez dans quelles circonstances, il était à Lyon ?

S. Bidault : Georges connaissait ses parents du temps de la résistance et même j'ai dit à Mme Servan-Schreiber que vous avez demandé de vous renseigner sur les notes du bachot de son fils, non ?

G. Bidault : Oui, j'ai essayé de m'occuper de son bachot.

S. Bidault : C'est vous dire que ces relations sont lointaines et le mari, le père de Jean-Jacques Servan-Schreiber est allé comme représentant dans la Délégation française à San Francisco parce qu'une fois sa femme a donné asile au CNR pour une réunion. Alors, il est venu toucher une prime sous forme de ce voyage, a-t-il dit à des gens que je connais, et régler des affaires importantes chez un ami par voie de conséquence.

M. Vaïsse : Mais alors pourquoi cette initiative du Haut Conseil Atlantique pour la Paix ?

G. Bidault : C'était en vue de conséquences qui ne se sont pas produites, comme vous savez cela n'a pas eu de réalité. C'était pour qu'il y en ait une, pour que le Pacte Atlantique ne sombre pas, au contraire ⁽⁴¹⁾.

M. Vaïsse : Si je vous interroge à propos du Haut Conseil Atlantique pour la Paix, c'est que le 16 avril 1950, on est à quelques jours de la fameuse déclaration de Robert Schuman sur la CECA ⁽⁴²⁾. Est-ce qu'il y a entre ces deux événements, une corrélation à établir ? Étiez-vous plutôt plus Atlantique qu'européen ou étiez-vous plus porté à favoriser la création d'une communauté atlantique ? Ou est-ce qu'il n'y a pas de corrélation entre ces deux événements ?

G. Bidault : Il a pu y avoir dans les coulisses des gens qui ont eu ces pensées-là. Moi, je ne savais absolument pas ce que Robert Schuman avait dans l'idée de faire car il prenait bien soin de ne jamais m'en parler et je ne l'avertissais pas non plus. En conséquence, nous ne sommes pas en mesure de vous dire des choses bien précises à ce sujet. Je ne crois pas que le Conseil atlantique pour la paix ait fait un flop. Robert Schuman, ayant été à partir de ce moment-là préféré par le MRP, a joué un rôle disons plutôt grandissant par rapport à ce qui se passait avant pour lui dans les affaires étrangères de la France mais c'est tout ce que je peux en dire.

M. Vaïsse : En effet, c'est exactement dans cette conjoncture que va être annoncé le Plan Schuman dont l'inspirateur est Jean Monnet. Quelles étaient vos relations personnelles avec Jean Monnet ?

G. Bidault : Elles étaient bonnes mais Monnet prenait le train qui passe et pas celui qui ne passe plus, alors il a pris Robert Schuman.

M. Vaïsse : Mais Jean Monnet vous a bien mis au courant, vous qui étiez à ce moment-là Président du Conseil, des idées qu'il avait eues à cette époque-là. Il est dit qu'il a remis à M. Falaise, qui était directeur de ce Cabinet, une procédure ?

S. Bidault : Il l'a mise sous le coude !

M. Vaïsse : Ah, c'est M. Falaise qui l'a mise sous le coude, Ah bon !

S. Bidault : D'après ce que j'ai entendu dire, il ne trouvait pas ça intéressant, je ne sais pas, ou bien il pensait à autre chose.

M. Vaïsse : C'était un fonctionnaire du Quai d'Orsay ?

S. Bidault : Non, c'est un ami personnel de Georges, qui était journaliste à l'Aube et dont Georges a fait la carrière, et il n'a pas été récompensé d'ailleurs. Mais il était directeur de Cabinet de Georges, directeur des affaires du retour extérieur, si je puis dire. Alors comme tel évidemment, il

41 - Enregistrement interrompu.

42 - La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA)

prenait part aux conférences, à toutes les réunions. C'était un garçon intelligent, d'ailleurs, qui était au courant. Je ne dis pas que je fais des réserves, je le considérais comme inconduit alors...

G. Bidault : sa fidélité était (⁴³), voilà.

S. Bidault : Non, à partir du moment où mon mari a été en disgrâce, Pierre Falaise ne l'a plus connu et il a ressurgi quand nous avons été à Bruxelles. Il a un jour téléphoné, mon mari m'a passé le téléphone en me disant "je ne sais pas qui est au bout du fil !". Alors il m'a dit " Pierre Falaise " alors j'ai dit « Ah c'est vous, je n'aime pas les amis infidèles ! » et la conversation a continué sur ce ton difficile et nous n'avons pas été aimables. Ce n'est que très tardivement que j'ai appris l'histoire du plan Monnet remis à Falaise, représenté à la Chambre chez Bidault. Bidault m'a raconté cela, je n'en sais plus rien. Cet appel en tout cas n'est pas arrivé jusqu'à Georges. Où avez-vous vu ça ?

M. Vaisse : J'ai vu cela dans deux ouvrages, l'un de Georgette Elgey, l'autre dans la Nouvelle histoire de la France contemporaine, un petit ouvrage du Seuil paru il y a dix jours mais je crois qui reprend en partie ce que dit l'enquête de Georgette Elgey.

G. Bidault : Pourquoi est-ce qu'on va chercher des choses de Georgette Elgey ?

M. Vaisse : Parce qu'elle a fait tout de même un travail qui était tout de même intéressant en interrogeant beaucoup de témoins et d'acteurs des événements et qu'elle a posé un certain nombre de problèmes. Il est d'autant plus intéressant que vous puissiez démentir certains points.

S. Bidault : Moi j'ai connu l'histoire de Pierre Falaise, alors qui me l'a racontée ? L'histoire de Falaise, et du rapport, je l'ai su, mais je l'ai su de retour d'exil, très longtemps après.

M. Vaisse : Donc Monnet ne recevant de vous aucune nouvelle de la lettre remise à M. Falaise, Monnet l'aurait remise à (Bernard) Clappier, le directeur de Cabinet de Schuman et le plan aurait été mis au point entre le 1er et le 9 mai mais de cette façon-là, il s'agit d'une initiative qui est tout à fait singulière parce qu'on a l'impression que le président du Conseil n'est pas au courant et que le Quai d'Orsay, de son côté, est court-circuité. Alors, je voulais savoir quel était votre point de vue sur cette question-là, la façon dont c'était passée la mise au point du Plan Monnet et sa publication par Robert Schuman ?

S. Bidault : « C'est par le trajet que vous m'avez indiqué, vous m'avez découragé de ne pas être entendu par le ministre des Affaires étrangères », il est allé voir Clappier. Il était plus consciencieux que Falaise.

G. Bidault : Oui, il était très obstiné dans ses pensées.

M. Vaisse : Au Conseil des ministres qui discute de ce qui n'est pas encore un plan, au fond, mais

43 - Mot inaudible.

un projet de plan, comment est-ce que cela se passe, avez-vous un souvenir de ce Conseil des ministres ?

G. Bidault : Non

M. Vaïsse : On a souvent dit que la plupart des ministres n'avaient pas eu la conscience de l'importance de ce qu'allait devenir la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et que le projet aurait été accepté sous bénéfice d'inventaire ?

G. Bidault : Non, mon impression c'est que c'était une suite de cas, de sujets où on a parlé sérieusement comme de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

M. Vaïsse : En ce qui concerne cette période 1945-1950, est-ce que vous pensez que les points que nous avons soulevés représentent en gros ceux qui ont occupé la politique étrangère de la France d'une façon générale ? Est-ce qu'il n'y a pas de points qui ont été laissés de côté et que vous souhaiteriez mettre en avant ?

G. Bidault : Je ne crois pas.

C. Pozzo di Borgo : L'Indochine, les protectorats ?

S. Bidault : L'Indochine, Oui.

C. Pozzo di Borgo : Le Maroc et la Tunisie, le Levant ?

G. Bidault : Elle commence quand, l'Indochine ?

S. Bidault : L'Indochine, elle commence en 1946. Jacques est parti pour l'armée Leclerc fin 1945, non pour New York, lui partait pour l'Indochine, pour le Corps expéditionnaire, donc c'était commencé.

M. Vaïsse : Est-ce que les problèmes du Maroc et de la Tunisie vous occupaient aussi ?

G. Bidault : Oui.

S. Bidault et G. Bidault : Beaucoup

M. Vaïsse : Est-ce qu'en tant que Ministre des Affaires étrangères, vous en aviez à connaître ?

G. Bidault : Oui.

S. Bidault : Bien sûr, le Maroc surtout !

G. Bidault : Le Maroc et la Tunisie, les deux protectorats dépendaient du ministère des Affaires

étrangères.

S. Bidault : Surtout le Maroc qui vous a occupé beaucoup !

G. Bidault : Oui. La Tunisie aussi, vous savez, ils sont très (silence). Il y avait Baccouche (⁴⁴), le Premier ministre. Mais de Gaulle à ce moment-là refusait de voir non seulement (Habib) Bourguiba mais n'importe quel membre du Destour (⁴⁵). Je me souviens qu'un député français lui parlait en ma présence de la résistance tunisienne. De Gaulle l'a engueulé pour lui apprendre à parler de la résistance tunisienne : « Il n'y a pas eu de résistance tunisienne, il y a eu une résistance française, c'est évident ».

M. Vaïsse : Il n'en reste pas moins que pendant ces années 1946-1950, beaucoup de choses sont faites puisque l'on passe d'une période de guerre à une période de réconciliation franco-allemande.

G. Bidault : Oui, on a fait beaucoup de travail pour un régime pour lequel j'ai la plus grande estime qui est la IV^e République, qu'il est connu qui pouvait avant tout dire du mal disant que ce sont de bons à rien les gens qui ont gâché le travail. En réalité, c'est à ce moment-là qu'on a eu des idées. De Gaulle nous récitait toujours la même histoire, je me rappelle un jour (si c'est ma femme, quand elle ne parle pas, il faut que je parle à sa place), qu'il me dit : « Qu'est-ce qu'elle a dit aujourd'hui votre femme ? »

S. Bidault : Ah Oui, parce qu'un jour j'avais reçu le général de Gaulle. C'était toujours très long, c'était avant notre mariage que ça se passait. Il m'a demandé « Est-ce que vous savez des choses intéressantes », il m'a parlé des taxis chez les Germains.

M. Vaïsse : Dans cette période, comment était organisé, pendant que vous étiez ministre des Affaires étrangères ou président du Conseil, votre cabinet ministériel ? Est-ce que les cabinets ministériels étaient aussi nombreux que ceux d'aujourd'hui ?

G. Bidault : Non, tout de même pas, écoutez, pas de blasphèmes !

S. Bidault : Non, même quand Georges était chef de l'État, il avait naturellement un chef d'État-major, c'est classique, mais à part cela, vous aviez Falaise, Devignon.

G. Bidault : Il y avait des limites, du reste, réglementaires.

S. Bidault : Non, on était sept ou huit quand tu es devenu ministre. En ne comptant pas les secrétaires naturellement.

C. Pozzo di Borgo : Des conseillers ?

⁴⁴ - Il peut s'agir de Slaheddine Baccouche, Grand vizir ou d'Hédi Baccouche, Premier ministre.

⁴⁵ - Le Destour, également appelé Parti libéral constitutionnel, est un parti politique tunisien fondé en 1920 et dont le but est de libérer la Tunisie du protectorat français.

S. Bidault : Non, en ne comptant pas les secrétaires dactylographes mais autrement il y avait quelques attachés de cabinet, il y avait le directeur de cabinet, le chef de cabinet et le ministre.

C. Pozzo di Borgo : Il n'y avait pas de conseiller technique ?

S. Bidault : Pas encore, il n'y avait pas de conseiller techniques.

G. Bidault : Non, c'est venu pour faire du remplissage.

S. Bidault : Les conseillers, on les trouvait parmi les cadres des Affaires étrangères. Si on avait besoin d'un conseil économique, on s'adressait au service d'astreinte. Pour un conseil sur les Unions internationales, on s'adressait à ⁽⁴⁶⁾. On avait toute la technicité fournie par les Affaires étrangères et elle était au Quai d'Orsay, on n'avait pas besoin de faire venir des gens d'ailleurs. Non, on était très peu nombreux d'ailleurs en ce temps-là. Les présidents de la République ne partaient pas avec huit ministres pour les voyages à l'étranger, ils partaient avec le ministre des Affaires étrangères et puis voilà.

M. Vaïsse : Et du point de vue de la diplomatie générale et de l'organisation du Quai d'Orsay en particulier, est-ce que cette période de l'après seconde guerre mondiale a été marquante ?

S. Bidault : Il n'y a eu aucun changement pratiquement. Il n'y a que maintenant, je crois, qu'il y a de grandes transformations depuis François Poncet, le jeune. Mais à ce moment-là non, ce n'était pas la même organisation du tout. Je peux en parler puisque j'ai été dans la maison pendant quinze ans, c'était exactement la même chose. On a simplement changé le Service des Œuvres qui s'occupait des écoles, (des choses comme cela) qui est devenu, par ma grâce d'ailleurs car c'est moi qui l'ai baptisé, le Service des Relations culturelles. Georges n'était pas mon mari ⁽⁴⁷⁾ et c'est passé de quinze personnes à plus de cent cinquante.

C. Pozzo di Borgo : Multiplié par dix.

S. Bidault : Mais je dois dire que maintenant il y a des tas de choses qui n'existaient pas. Par exemple, quand quelqu'un partait en conférence, Monsieur Duhamel ou autre, on lui payait son voyage et c'était lui qui allait retenir son billet. Tandis que maintenant il y a une agence de voyages à l'intérieur du Service des Œuvres, vous comprenez. Il y a toute une série justement de conseillers techniques pour toutes sortes de choses. Alors j'aime à croire qu'ils travaillent à quelque chose.

C. Pozzo di Borgo : Actuellement, c'est 45% du budget du personnel du ministère.

S. Bidault : Comment ?

⁴⁶ - Mot inaudible.

⁴⁷ - Fragment inaudible.

C. Pozzo di Borgo : Actuellement, la Direction générale des Relations culturelles, scientifiques et techniques.

S. Bidault : Cent cinquante personnes d'autant plus qu'il y a un certain nombre de directeurs là-dessous. À ma connaissance, c'est le seul changement, qui n'était d'ailleurs pas un changement d'essence, ce n'est que progressivement qu'il a atteint ce degré. Quand mon mari était là, il n'y avait pas cent cinquante personnes aux Relations culturelles. Comme je me suis amusée du temps où j'ai écrit mon bouquin, il n'y avait pas cent cinquante personnes à cette époque. Cela me fait penser que je devais vous en donner un.

C. Pozzo di Borgo : Bien volontiers.

S. Bidault : Bon, j'irai le chercher. Mais depuis, je vois qu'il y a du changement très marquant mais qui date de 1979.

C. Pozzo di Borgo : Il y a eu la géographisation par exemple.

S. Bidault : Qu'est-ce que vous appelez la géographisation ?

C. Pozzo di Borgo : Entre la Direction économique et la Direction politique, il y a une nouvelle répartition. Toutes les relations bilatérales sur le plan économique ont été transférées de la Direction économique à la Direction politique dans les directions géographiques.

S. Bidault : Dans les directions géographiques, alors les directions économiques concernant les départements géographiques, si je puis dire, sont passées à la politique ?

C. Pozzo di Borgo : Exactement.

S. Bidault : Ah, c'est une bonne revanche parce que d'habitude ce sont les directions économiques qui chipaient tout à tout le monde.

C. Pozzo di Borgo : Cela dit, elle est restée la Direction économique, elle est même très importante. Elle comprend toujours trois services : les Affaires générales, la Coopération économique et un service qui s'appelle maintenant Relations financières, commerciales et industrielles, je crois, qui traite toujours des questions bilatérales. Mais pour chaque pays, il y a un rédacteur chargé des questions économiques à la Direction politique.

S. Bidault : De mon temps, il y avait une malheureuse Direction Amérique qui n'avait plus rien à faire, parce que les Œuvres d'une part et l'économique de l'autre ont réellement tout pris à part quelques ventes d'armes à la Colombie. Elle n'avait plus rien à faire, alors j'espère que maintenant elle a autre chose à faire.

C. Pozzo di Borgo : Elle a de quoi s'occuper. Il y a également la Direction des Affaires africaines qui a beaucoup changé récemment.

S. Bidault : Autrefois, cela s'appelait Afrique-Levant.

C. Pozzo di Borgo : Il y avait Afrique-Levant pour le Proche-Orient bien sûr et les pays qui n'étaient pas les anciens pays francophones français, d'une part, et les pays francophones français qui étaient la DAM (Direction des Affaires africaines et malgaches). Ensuite la DAM a été divisée en deux : DM1, DM2. La DM1 étant les anciens pays français et la DM2, tous les autres. En 1978, on a redivisé le continent en trois sections géographiques sans tenir compte du fait...
(⁴⁸)

S. Bidault : Où est le Maghreb dans tout ça, c'est-à-dire le Maroc ?

C. Pozzo di Borgo : L'Afrique du Nord a été rattachée au Moyen-Orient.

S. Bidault : C'est-à-dire aux pays arabes ?

C. Pozzo di Borgo : Afrique du Nord et Moyen-Orient.

S. Bidault : Oui. Je ne connaissais pas ces transformations-là. Mais la Libération n'a apporté aucun changement dans le ministère.

C. Pozzo di Borgo : Il y a eu la création du CAP (⁴⁹) aussi qui remonte à Jobert.

M. Vaïsse : Aucune transformation au moment de la Libération et jusqu'en 1950 ?

S. Bidault : À la Libération, on s'est contenté de ficher à la porte tous les diplomates étrangers qui avaient représenté leur pays à Vichy, y compris le Nonce du Pape, sauf celui de l'Irlande parce qu'on ne trouvait personne pour le remplacer, alors on lui a dit de rester. Tous les autres ont été fichus à la porte et c'est vraiment ce qui a été fait. Le système, l'organigramme est resté le même : Secrétaire général, Directeur politique, Sous-directeur et voyez la différence, l'appellation les sous-directeurs sont appelés directeurs, n'est-ce pas, autrefois c'était un Sous-directeur d'Afrique, le Sous-directeur d'Asie, le Sous-directeur d'Amérique. Maintenant ils sont directeurs.

C. Pozzo di Borgo : A l'heure actuelle, ils sont directeurs.

S. Bidault : Bientôt ils seront directeurs généraux mais ça ne changeait rien à l'organisation intérieure de la boutique. Au fond, il y avait peu de fonctionnaires. Le Service des Invalides, 12 personnes, le Service de la SDN aussi (⁵⁰).

M. Vaïsse : Quelles étaient les personnalités marquantes du Quai d'Orsay dans les années immédiates après-guerre ?

48 - Phrase interrompue.

49 - Centre d'analyses et de prévision

50 - La Société des Nations

S. Bidault : Dans l'immédiate après-guerre, il y a eu Chauvel, d'ailleurs le premier Sous-directeur qui a été appelé, est une catastrophe, il s'appelait M. (Raymond) Brugère, il a tellement fait l'imbécile qu'il n'est pas resté un mois. Le général de Gaulle l'avait voulu parce qu'il avait écrit un livre qui s'appelait *Veni, vidi, vinci*. C'est honorable ! Alors en reconnaissance on l'avait nommé Secrétaire général mais il n'a fait que des bourdes. Il a mené d'une manière abominable le Nonce du Pape pour se voir remplacé très rapidement par Chauvel qui est resté et a été certainement la personnalité. Vous êtes de mon avis Georges ?

G. Bidault : Chauvel attendait. Du reste, quand il a vu Brugère dans ses exploits, il attendait dans l'ombre l'heure prochaine.

S. Bidault : Enfin, il l'a eu.

C. Pozzo di Borgo : Chauvel s'est fait sèchement accueillir par Brugère.

S. Bidault : Brugère était l'homme le plus mal élevé de la carrière parce qu'il y a aussi des hommes mal élevés dans la carrière. C'était certainement l'homme le plus mal élevé, il a été extrêmement désagréable.

G. Bidault : Il m'a envoyé une note « d'engueulade ».

S. Bidault : Rappelez-vous le Prince régent, vous ne vous rappelez pas un télégramme qui a mis Auriol hors de lui ? Cela a valu à Brugère de sauter, d'ailleurs. Parce qu'on avait invité le Prince régent de Belgique à venir et pour plusieurs raisons on a reporté son voyage.

G. Bidault : Parce qu'il y avait une grève générale.

S. Bidault : Il y avait une grève générale, c'est cela. Il y a eu un télégramme de Brugère d'une insolence et d'une grossièreté qui a fait bouillir Auriol, mon mari aussi d'ailleurs, et qui lui a valu la fin de sa carrière.

G. Bidault : Je lui ai donc envoyé le fameux télégramme : " Déchiffrez vous-même ".

S. Bidault : Vous savez, quand on envoie un télégramme à quelqu'un mis à pieds, on lui dit : " Déchiffrez vous-même" quand on est courtois et qu'on ne veut pas que tout le personnel se gausse en voyant l'engueulade du ministre au chef de poste.

G. Bidault : Bon, nous tombons dans les anecdotes !

S. Bidault : Il y a eu Pierre Chauvel ; il y a eu Maurice Couve, si on veut ; il y a eu Hervé Alphand parmi les gens intelligents, mais enfin Chauvel était certainement d'une plus grande qualité.

G. Bidault : J'ai lu son livre.

S. Bidault et G. Bidault : Il y a eu Parodi (Alexandre).

M. Vaïsse : Parodi qui a succédé à Chauvel. Il n'était pas un homme de la carrière ?

S. Bidault : Il n'était pas de la carrière et il venait d'où ?

G. Bidault : Il est du Conseil d'État.

S. Bidault : Il est du conseil d'Etat. C'est vraiment très drôle l'espèce de consolation. C'était un homme extrêmement rigoureux et puritain, je crois libre penseur mais enfin très puritain. Il a été absolument ébloui par les jolies femmes de la carrière et elles lui ont fait complètement perdre la tête. Pour nous, la transformation de Parodi était un sujet de rigolade.

G. Bidault : Allez, allez, vous êtes en train de...

S. Bidault : Mais non, je ne dis pas cela pour l'histoire, c'est pour un peu détendre enfin.

G. Bidault : C'est tout détendu, il suffit.

M. Vaïsse : Merci beaucoup.

Fin de l'enregistrement